Burundi : 2e conférence des bailleurs pour la mise en œuvre du CSLP II

@rib News, 28/10/2013 â€“ Source XinhuaLe gouvernement burundais a organisÃ© depuis lundi la 2Ã¨me confÃ©rence sectorielle des bailleurs pour mobiliser les fonds nÃ©cessaires pour la mise en oeuvre de son Cadre stratÃ©gique de croissance et de lutte contre la pauvretÃ©, deuxiÃ¨me gÃ©nÃ©ration (CSLP II)."Le gouvernement et le peuple burundais (...) attendent beaucoup de la prÃ©sente confÃ©rence pour mobiliser davantage de nouveaux appuis pour la mise en oeuvre effective du CSLP II", a dÃ©clarÃ© le prÃ©sident burundais Pierre Nkurunziza lors de l'ouverture des travaux de cette confÃ©rence, rappelant que 1,3 milliards de dollars, soit 52% du montant promis Ã GenÃ¨ve en octobre 2012, ont dÃ©jÃ Ã©tÃ© engagÃ©s par certains des partenaires.

Il leur a laissÃ© savoir qu'il y a eu des avancÃ©es sur cette voie, mais leur a dressÃ© Ã©galement une liste de dÃ©fis qui restent Ã relever mÃame si cette liste n'est pas exhaustive comme il l'a dit.Le prÃ©sident Nkurunziza a avouÃ© que son pays reste confrontÃ© Ã des dÃ©fis, comme les assassinats liÃ©s aux rÃ©glements de comptes et aux sÃ©quelles du passÃ©, le banditisme armÃ© d'Ã©tat au chÃ¢mage et Ã la pauvretÃ©, aux conflits fonciers, aux violences faites aux filles et aux femmes, aux violences conjugales, des cas des retards dans les jugements des cours et tribunaux, des cas d'intolÃ©rance politique et la persistance des cas de corruption dans certains secteurs.Il a Ã©galement parlÃ© du taux de croissance dÃ©mographique trÃ¨s Ã©levÃ© qui, selon lui, hypothÃ¨que le dÃ©veloppement social et Ã©conomique, du dÃ©ficit Ã©nergÃ©tique Ã©galement Ã©levÃ© qui a une incidence sur le dÃ©veloppement des autres secteurs, et de la faible qualitÃ© des soins de santÃ© ainsi que de la mortalitÃ© trÃ¨s Ã©levÃ©e chez les enfants."C'est Ã travers la mise en oeuvre du CSLP II que tous ces dÃ©fis peuvent Ãatre surmontÃ©s. C'est en luttant efficacement contre la grande pauvretÃ© qui reste la mÃre des tous les autres maux que nous pourrions promouvoir la gouvernance dans ses multiples facettes et renforcer par consÃ©quent l'Etat de droit", a conclu le prÃ©sident Pierre Nkurunziza.Le CSLP II (2012-2016) a dans sa composante quatre axes, Ã savoir le renforcement de l'Etat de droit, la consolidation de la bonne gouvernance et la promotion du genre ; la transformation de l'Ã©conomie burundaise pour une croissance soutenue et crÃ©ation d'emplois ; l'amÃ©lioration de l'accessibilitÃ© et de la qualitÃ© des systÃ©mes sociaux de base et renforcement du socle de protection sociale et enfin la gestion de l'espace et de l'environnement pour un dÃ©veloppement durable.Lors d'une confÃ©rence tenue Ã GenÃ¨ve en octobre 2012, les bailleurs de fonds ont promis au Burundi 2,6 milliards de dollars, alors que le pays avait demandÃ© 1,1 milliards de dollars.ReprÃ©sentant SpÃ©cial de l'UE dans la rÃ©gion africaine des Grands Lacs, Koen Vervoek, a dÃ©clarÃ© pour sa part que l'Union EuropÃ©enne (UE) portera jusqu'Ã 432 millions d'euros le montant de sa contribution au dÃ©veloppement du Burundi dans les six prochaines annÃ©es Ã travers son engagement dans le cadre du 11Ã¨me Fonds europÃ©en de dÃ©veloppement (11Ã¨me FED).Cet appui reprÃ©sente un doublement de la contribution au 10Ã¨me FED.Ã M. Vervoek a tenu Ã souligner que cet engagement de l'UE doit Ãatre envisagÃ© dans un esprit de rÃ©ciprocitÃ© et d'approche contractuelle qui est privilÃ©giÃ© avec les autoritÃ©s burundaises. La consolidation de la programmation de ce partenariat devra se matÃ©rialiser par des actions concrÃ¨tes, a-t-il dit.Ã En accord avec le gouvernement burundais, a-t-il affirmÃ©, l'UE va concentrer ses interventions au Burundi dans quatre secteurs: la consolidation de l'Etat de droit Ã travers la gouvernance, la santÃ©, l'Ã©nergie et le dÃ©veloppement rural.Ã M. Vervoek a dÃ©clarÃ© que sur le plan politique, l'UE soutient pleinement Burundi dans la rÃ©alisation de ses objectifs de dÃ©veloppement et de consolidation dÃ©mocratique afin de l'accompagner dans la sortie de la situation de fragilitÃ©.